



Présidence
Direction générale
des services

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'AVIGNON UNIVERSITE

SEANCE DU 4 OCTOBRE 2022

Le 4 octobre 2022 à 14h30, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis sur convocation du Président de l'établissement.

ÉTAIENT PRÉSENT.E.S

M. Philippe ELLERKAMP, Président d'Avignon Université

M. Samuel PRISO-ESSAWE, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA)

M^{me} Catherine CARBONE, Directrice adjointe de la Direction régionale académique de l'enseignement supérieur (DRAES), représentant le Recteur de la Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur

Collège A

M^{mes} et MM. CASTELNUOVO, MACE-BARBIER, LEFEVRE, BLANKE

Collège B

M^{me} et MM. PRISO-ESSAWE, COSTA (départ à 16h30), LUNARDELLI (départ à 16h), DURAND, WENZEL (départ à 16h30)

Collège BIATSS

M^{me} et MM. GOMES (départ à 16h30), BERNARD, ANDRE

Collège ÉTUDIANT

M^{me} et MM. LACOURBAS (présence ANDRIANJAFISOA), LOPEZ, MORIN

Collège PERSONNALITES EXTERIEURES

M^{me} et M. BISSIERE (Conseil régional Sud PACA), CAILLE (Syndicat des métaux de Marseille)

REPRÉSENTÉ.E.S

M^{mes} et MM. LAURANT (procuration à M. PRISO-ESSAWE), SANTONI (procuration à M. PRISO-ESSAWE), NABOT (procuration à M. ELLERKAMP), REBMEISTER (procuration à M. ELLERKAMP)

ABSENT.E.S ET EXCUSÉ.E.S

M^{mes} et MM. GIMELLO-MESPLOMB, RAULT, BERRAG, OUAMOUNO, GAGNIARD, FAURE, GONTARD

PARTICIPANT À TITRE CONSULTATIF DE DROIT

M. BARBE, Directeur de la Bibliothèque universitaire, excusé

M. BOURDAGEAU, Directeur général des services (DGS), excusé

M. GUINTOLI, Agent comptable, présent

M. GUIN, Président du Grand Avignon, excusé

INVITÉ-E-S PRÉSENT-E-S

M. BOUSSAT, Directeur des ressources humaines (DRH), Directeur général adjoint (DGA)

M^{me} DECUYPER, Directrice des affaires générales et de l'aide au pilotage (DAGAP), Adjointe au DGS

M^{me} DRANSART, Directrice de l'Institut universitaire de technologie (IUT)

M^{me} GALNON, Directrice de la communication

M. LINARES, Vice-président de la Commission de la recherche (VP CR)

M. MARREL, Doyen de l'UFR Droit, économie, gestion (DEG)

M^{me} SOMMAZI, Directrice des finances, des achats et du contrôle interne (DFACI)

M^{me} PORTAL, Chargée d'affaires administratives et institutionnelles

**Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration
réuni en formation plénière le 4 octobre 2022**

1. Informations générales communiquées par le Président
2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 27 juin 2022
3. Affaires financières : approbation des orientations budgétaires de l'établissement au titre de l'année 2023
4. Ressources humaines : actualisation de la délibération n°CA-2021-009 du 16 février 2021 (ADDITIF) et correctif à la délibération n°CA-2022-071 du 27 juin 2022
5. Formation : approbation du projet de convention de coopération pédagogique avec le GRETA Vaucluse (DU CSPA) au titre de l'année universitaire 2022-2023
6. Recherche :
 - 6.1 Approbation de l'avenant n°1 à la convention portant création de la « Fondation MIN4CI sous l'égide de la Fondation partenariale Université Côte d'Azur »
 - 6.2 Approbation des statuts de la « Fondation partenariale MIN4CI »
7. Relations internationales :
 - 7.1 Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale avec l'Université fédérale de Mato Grosso do Sul (Brésil) pour la période 2022-2027
 - 7.2 Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale avec l'Université d'Etat d'Erevan (Arménie) pour la période 2022-2027
 - 7.3 Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale avec l'Université de la Vallée d'Aoste (Italie) pour la période 2022-2027
 - 7.4 Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale avec l'Université de Sawa (Irak) pour la période 2022-2027
8. Approbation du contrat d'autorisation de reproduction par reprographie d'œuvres protégées avec le Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) pour la période 2022-2025
9. Affaires institutionnelles : renouvellement des représentants élus étudiants du Conseil d'administration au sein des commissions et conseils de services communs
 - Deux représentants à la Commission du fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE)
 - Un représentant à la Commission des finances
 - Un représentant à la Commission chargée des règlements et statuts
 - Un représentant au Conseil du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV)
10. Questions diverses

Relevé de décisions

Membres composant le conseil : 29

Membres présents : 18

Membres suppléés : 4

Membres absents et non suppléés : 7

1. Informations générales communiquées par le Président

2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 27 juin 2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)

3. Affaires financières : approbation des orientations budgétaires de l'établissement au titre de l'année 2023

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (deux abstentions)

4. Ressources humaines : actualisation de la délibération n°CA-2021-009 du 16 février 2021 (ADDITIF) et correctif à la délibération n°CA-2022-071 du 27 juin 2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

5. Formation : approbation du projet de convention de coopération pédagogique avec le GRETA Vaucluse (DU CSPA) au titre de l'année universitaire 2022-2023

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6. Recherche :

6.1 Approbation de l'avenant n°1 à la convention portant création de la « Fondation MIN4CI sous l'égide de la Fondation partenariale Université Côte d'Azur »

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.2 Approbation des statuts de la « Fondation partenariale MIN4CI »

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7. Relations internationales :

7.1 Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale avec l'Université fédérale de Mato Grosso do Sul (Brésil) pour la période 2022-2027

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7.2 Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale avec l'Université d'Etat d'Erevan (Arménie) pour la période 2022-2027

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7.3 Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale avec l'Université de la Vallée d'Aoste (Italie) pour la période 2022-2027

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7.4 Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale avec l'Université de Sawa (Irak) pour la période 2022-2027

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

8. Approbation du contrat d'autorisation de reproduction par reprographie d'œuvres protégées avec le Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) pour la période 2022-2025

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

9. Affaires institutionnelles : renouvellement des représentants élus étudiants du Conseil d'administration au sein des commissions et conseils de services communs

- **Deux représentants à la Commission du fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE)**

⇒ Désignation de Madame Paola Cappeleman et Monsieur Melvin Morin à l'unanimité

- **Un représentant à la Commission des finances**

⇒ Désignation de Monsieur Nathan Andrianjafisoa à l'unanimité

- **Un représentant à la Commission chargée des règlements et statuts**

⇒ Désignation de Madame Jade Lopez à la majorité (scrutin uninominal à la majorité relative à un tour)

- **Un représentant au Conseil du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV)**

⇒ Désignation de Monsieur Mathieu Lacourbas à l'unanimité

10. Questions diverses

⇒ Néant

Après s'être assuré que le quorum est atteint, le Président d'Avignon Université ouvre la séance.

1. Informations générales communiquées par le Président

Actualisation de la composition du collège étudiant du Conseil d'administration (CA) : suite à la non-réinscription à l'université de plusieurs membres élus du collège étudiant et à la démission de Madame Lorraine Langard, le Président informe le Conseil que Messieurs Mathieu Lacourbas et Melvin Morin, jusqu'alors suppléants, deviennent membres titulaires en remplacement de Monsieur Geoffrey Mandon et Madame Lorraine Langard. Monsieur Nathan Andrianjafisoa et Madame Paola Cappeleman intègrent le collège étudiant en qualité de suppléants de Monsieur Mathieu Lacourbas et Madame Jade Lopez. Monsieur Melvin Morin est à ce jour sans suppléant, dans l'attente de la confirmation de son suivant de liste.

Crise énergétique : il y a un très fort consensus parmi les universités françaises pour ne pas déployer massivement le télé-enseignement et le télétravail pendant la période hivernale. La facture énergétique de l'établissement qui se porte à quelques centaines de milliers d'euros a été estimée à 1 M€ sur 2023 (hypothèse basse). A l'échelle nationale, des négociations sont en cours avec le Ministère de l'économie et des finances sur la possibilité d'autoriser les établissements à recourir à leur fonds de roulement. Si Avignon Université avait recours à cette pratique, cela ne devra toutefois pas hypothéquer les projets d'investissement en matière de transition énergétique.

La circulaire de la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) et de la Direction générale de la recherche et de l'innovation (DGRI) du 24 septembre 2022 pose les grands principes de mise en œuvre des plans de sobriété énergétique des opérateurs de l'ESR. Les établissements devront réaliser 10 % d'économies sur deux ans.

Depuis 2019, Avignon Université a accompli des progrès significatifs en la matière. La Direction générale des services et la Direction du patrimoine immobilier travaillent de concert pour objectiver la situation afin d'opérer des choix pertinents dans les mesures de sobriété à mettre en œuvre. Les instances de dialogue social seront associées à la démarche.

Outre la gestion de l'urgence hivernale, la réflexion se porte également sur une vision à plus long terme et sur notre façon de vivre et d'habiter l'université. La Vice-présidente déléguée à la transition environnementale, Madame Naomi Mazzilli, participera à l'ensemble de ces travaux.

En parallèle de l'élaboration d'un plan de sobriété, l'établissement travaille à l'élaboration d'un plan de continuité d'activité (PCA). Les services, composantes et laboratoires seront sollicités afin de recenser les équipements qui ne peuvent souffrir d'interruption électrique (équipements scientifiques, serveurs informatiques...). L'université est en lien avec la Préfecture de Vaucluse sur cette thématique en prévision des mesures de délestage susceptibles d'intervenir.

Candidature d'Avignon Université à l'appels à projet « Excellences sous toutes ses formes » du quatrième programme d'investissements d'avenir (AAP ExcellencES/PIA4) : Avignon Université n'a pas été lauréate en deuxième vague de cet AAP. Sur 39 projets déposés au cours de cette vague, 4 projets d'établissements index/i-site ont été lauréats, dont 3 avaient déjà candidaté en première vague. En ce qui concerne les établissements non-index/i-site, 13 projets ont été retenus dont 7 avaient déjà candidaté en première vague. La liste des lauréats de cette dernière catégorie est très hétérogène : établissements d'outre-mer, petits et moyens établissements, très grandes écoles.

Avignon Université va à nouveau candidater en troisième vague de l'AAP ExcellencES, le dépôt des projets initialement prévu en novembre 2022 a été reporté au 12 janvier 2023.

En ce qui concerne les observations du jury sur le projet ACTES déposé en deuxième vague, les membres du jury saluent l'existence des deux axes de spécialisation ancrés depuis longtemps dans la stratégie de l'établissement, ainsi que la Villa Créative et le projet de Villa Naturalité/Cité de l'innovation. Le jury salue par ailleurs la volonté de modernisation de l'établissement, de montée en compétence, d'amélioration de ses structures, mais s'interroge sur le fait que l'établissement n'ait pas engagé cette démarche plus tôt alors même que sa stratégie d'axes est installée depuis près de 20 ans. Il indique également que l'AAP ExcellencES n'a pas vocation à financer un projet global d'établissement en tant que tel, à la différence de ce qui est exposé dans le cahier des charges.

L'équipe de gouvernance va tenir compte de cette observation en réorganisant la structure du récit du projet et recentrer le dossier sur la thématique académique pour répondre aux attentes des rapporteurs du jury tournés vers l'excellence académique selon les grands standards nationaux.

Le jury fait observer par ailleurs que le projet ACTES ne valorise pas suffisamment la contribution de l'établissement sur l'axe Agrosciences. Ce volet sera amélioré dans le dossier retravaillé.

Le jury préconise également de faire dialoguer les agrosociétés avec les humanités et conclut en indiquant que l'établissement pourrait résumer cela en un seul axe. Il note enfin que le projet ACTES vise à renforcer les liens entre formation et recherche et indique que c'est le propre des universités de proposer des formations qui découlent de la recherche. Ces dernières observations traduisent le fait que le jury n'a pas tenu compte de la réalité des petits établissements français.

L'ensemble des projets lauréats en deuxième vague sont centrés sur les transitions environnementale, sociétale, numérique, énergétique. C'est le cas aussi du projet ACTES, en matière d'alimentation, santé, environnement, numérique, évolutions culturelles, mais peut-être aurait-il fallu le valoriser plus encore. L'établissement repositionnera plus fortement le nouveau projet sur le volet des transitions.

Le Président invite Monsieur Georges Linarès, Vice-président de la Commission de la recherche (VP CR), à compléter ces informations.

Le texte de cadrage de l'AAP ExcellencES était très centré sur la transformation des établissements. Or, le retour de l'évaluation note un défaut d'originalité du projet. Lorsqu'un établissement cherche à se transformer, il identifie les points durs, les bloquants, les manques. Cet exercice répond à la réalité d'un établissement. Le retour de l'évaluation est en léger décalage avec le cahier des charges de l'AAP. Cela se voit également au regard des projets lauréats qui proposent soit un objet de type un institut unique soit une thématique scientifique.

Le projet retravaillé sera moins centré sur le fonctionnement et la structuration de l'établissement et davantage sur les écosystèmes, sur les transitions alimentaire, environnementale, numérique et culturelle, sur les impacts et objectifs sociétaux et économiques qui sont visés.

La parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Durand demande si le dossier ACTES était rédigé en anglais. Le VP CR le confirme.

Monsieur Bernard note que parmi les dossiers retenus en deuxième vague, beaucoup avaient candidaté en première vague. Parmi ces projets, nombreux étaient centrés sur des axes de recherche et de formation. Il précise par ailleurs que l'enveloppe ExcellencES a été consommée à hauteur de 79 %, deux premières vagues confondues.

Le Président indique que le projet sera redimensionné (entre 8 et 10 M€ contre 17 M€ demandés initialement).

Pour s'assurer de la participation du plus grand nombre des membres du Conseil à la désignation des représentants élus étudiants du CA au sein des commissions et conseils de services communs, le point 9 a été traité à l'issue du point 3. Pour une meilleure lisibilité, le présent procès-verbal reprend l'ordre du jour initialement établi.

2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 27 juin 2022

Le Président invite les membres du Conseil à faire part de remarques éventuelles sur le projet de procès-verbal de la séance du 27 juin 2022 (cf. annexe point 2).

A défaut d'observation, il soumet ce procès-verbal au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

3. Affaires financières : approbation des orientations budgétaires de l'établissement au titre de l'année 2023

Prenant la parole, Monsieur Samuel Priso-Essawe, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA), présente Madame Laurence Sommazi, nouvelle Directrice des affaires financières, des achats et du contrôle interne (DFACI).

Il rappelle ensuite que ce débat d'orientations budgétaires intervient dans le cadre du nouveau calendrier d'élaboration budgétaire adopté par le Conseil le 17 mai dernier (cf. délibération n°CA-2022-050). Suite à l'adoption des enveloppes de moyens alloués à la formation et la recherche, une lettre de cadrage budgétaire a été adressée aux services et aux composantes. Des discussions ont été engagées avec les responsables de composante sur la base de leurs projets, dans le cadre de la mise en place des contrats d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) entre l'établissement et les composantes. Les orientations budgétaires de l'établissement au titre de l'année 2023 résultent de ce processus de cadrage et de dialogue budgétaires, de l'état des lieux qui a ainsi pu être dressé, des contraintes et des perspectives pour l'année à venir.

Après s'être assuré de l'obtention du quorum physique requis en matière budgétaire, le VP CA invite la DFACI à présenter ces grandes orientations.

Madame Sommazi présente **les indicateurs de l'équilibre financier** qui traduisent la santé financière saine de l'établissement.

Au 31 décembre 2021 :

- Un résultat net comptable de 1,7 M€ ;
- Une capacité d'autofinancement (CAF) de 2,97 M€ ;
- Un fonds de roulement net global de 12,93 M€ ;
- Une trésorerie très élevée de 19,61 M€ ;
- Un solde budgétaire de 3,19 M€.

La consommation d'emplois pour l'année 2021 s'élève à 712 équivalent temps plein travaillé (ETPT) contre 684 ETPT en 2020 soit 28 ETPT supplémentaires. Le nombre d'emplois sous plafond Etat a augmenté de manière significative (+11,8 ETPT), celui des emplois sous plafond ressources propres encore plus sensiblement (+16 ETPT).

Fort de ce constat, le CA a voté une augmentation du plafond d'emplois pour 2022, soit un total de 735 ETPT : 599 ETPT sous plafond Etat et 136 ETPT sous plafond ressources propres. Aujourd'hui, le nombre d'emplois consommés à fin septembre s'élève à plus de 728 ETPT, en progression constante depuis une dizaine d'années.

Cette tendance se traduit directement sur la consommation de la masse salariale avec 51,6 M€ en 2021 et 53,27 M€ prévus au budget initial 2022.

L'augmentation de **la masse salariale** liée à ce schéma d'emplois s'explique notamment par le glissement-vieillesse-technicité (GVT) (+500 k€), les effets directs de la campagne d'emplois 2022 (+400 k€) et les mesures indemnitaires et catégorielles supplémentaires (+400 k€).

Madame Sommazi présente ensuite **les efforts importants réalisés par l'établissement dans le domaine des ressources humaines** et les crédits associés, notamment en matière d'action sociale, de qualité de vie au travail, de prévention, d'indemnitaire et de formation professionnelle (cf. *diaporama de présentation – pages 6 à 8*).

L'établissement affirme par ailleurs **sa volonté de se doter de systèmes d'information (SI)** pour accompagner son action et permettre un meilleur pilotage de son activité, notamment dans le domaine des ressources humaines (Winpaie RH en cours de déploiement), de SI décisionnel (SID Rennes 1 en cours d'acquisition), de SI Scolarité (solution Pégase) et d'organisation des systèmes d'enseignement (projet OSE).

En ce qui concerne **les réalisations dans le domaine de l'équipement**, le plan pluriannuel d'investissement (PPI) a été prolongé d'une année pour permettre une meilleure programmation dans le temps des opérations qui le composent et assurer sa soutenabilité financière. 1,15 M€ de moyens nouveaux ont été injectés dans le PPI en 2022.

Un programme de rénovation thermique des bâtiments a été lancé pour 1,45 M€ dont 1 M€ est financé par le Plan de relance, le reliquat étant financé par l'établissement sur son fonds de roulement.

Dans le cadre du Plan de résilience, l'établissement a également obtenu en cours d'année 2022 une contribution complémentaire de 243 k€ pour améliorer durablement la performance énergétique de ses bâtiments.

L'établissement poursuit par ailleurs **sa politique de développement des ressources propres**, à travers notamment l'augmentation des recettes issues de la formation continue, la valorisation de son patrimoine, la mise en place d'un guichet unique à la Direction d'appui à la recherche et à l'innovation (DARI) pour soutenir la vente de prestations recherche aux entreprises, la réponse aux grands AAP du PIA.

Madame Sommazi présente **les éléments de contexte impactant la préparation du budget 2023**, sur le plan économique, démographique, ceux relevant de la politique nationale de l'ESR et ceux propres à la stratégie d'établissement (cf. *diaporama de présentation – pages 12 à 14*).

La part « fonctionnement » de la subvention pour charges de service public (SCSP) de l'établissement a diminué de 10 % depuis 2022 du fait notamment du transfert de 500 k€ vers la masse salariale. Cette part « fonctionnement » va être d'autant plus affectée en 2023 par l'inflation liée entre autres au surcoût des fluides et de l'énergie en général, et qui va impacter le fonctionnement de l'ensemble des services.

L'extension en année pleine des effets de la campagne d'emplois 2022 va également peser sur le budget 2023. La revalorisation de 3,5 % du point d'indice depuis juillet 2022, non financée en 2022, sera compensée en 2023.

En ce qui concerne **les différentes sources de financement** :

- Un financement récurrent stable avec l'hypothèse la plus probable du maintien de la SCSP à son niveau actuel soit 53,9 M€ ;
- 790 k€ annuels au titre du projet CAPACITE/NCU (2019-2028) ;
- 500 k€ annuels au titre de l'école universitaire de recherche (EUR) IMPLANTEUS (2020-2029) ;
- 73 k€ annuels au titre du projet PANORAMA/TIP ;
- Une dynamique croissante des recettes sur contrats de recherche.

Malgré un contexte contraint dans lequel les ressources ne vont pas ou très peu augmenter, l'établissement poursuit ses **actions de modernisation des fonctions support et soutien et des procédures de gestion** afin d'optimiser les process internes et améliorer ainsi sa capacité à développer et réaliser ses projets :

- Poursuite de la mise en œuvre du contrôle interne ;
- Poursuite du déploiement de la comptabilité analytique ;
- Mise en place d'une offre de services en gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) et élaboration d'une cartographie des emplois et des compétences ;
- Construction d'un tableau de bord stratégique.

A titre prévisionnel, **la campagne d'emplois 2023** portera sur :

- Deux maîtres de conférences ;
- Un professeur des universités ;
- Un médecin coordinateur dans le cadre de la création du service de santé étudiante.

Pour conclure, la DFACI rappelle le montant des **enveloppes de moyens alloués à la recherche et à la formation** au titre de l'année 2023 et leur répartition opérée par la Commission de la recherche (CR) et la Commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU).

La répartition de l'enveloppe formation se base sur les besoins exprimés par les composantes et les services et la consommation réelle des crédits sur l'année N. Elle traduit une volonté forte de mieux piloter le suivi des heures complémentaires (*cf. diaporama de présentation – pages 19 à 21*).

La répartition de l'enveloppe recherche a été présentée à la CR en septembre 2022 et fera l'objet d'une validation en octobre 2022 (*cf. diaporama de présentation – pages 22 à 23*).

Prenant la parole, le VP CA souligne la bonne gestion financière de l'établissement. Des contraintes fortes pèsent sur le budget 2023, le fonctionnement habituel de l'établissement est basé sur des ressources qui n'augmentent quasiment pas, hors ressources fléchées de type PIA. Pour faire face à l'augmentation des charges, l'établissement doit trouver les moyens de faire face à ses engagements sans remettre en cause ses ambitions et projets fondamentaux : maîtriser le coût et améliorer l'efficacité de son offre de formation, ne pas renoncer à ses ambitions en matière de recherche, continuer à asseoir la maîtrise de son pilotage.

C'est dans cette perspective que s'inscrit la mise en place des COMP entre l'établissement et les composantes, avec une globalisation des moyens et l'articulation des moyens alloués avec les projets et actions envisagés.

Le VP CA invite le VP CR à apporter des précisions sur la répartition de l'enveloppe recherche.

Globalement, les moyens alloués à la recherche sont en forte progression, ils se portent à 1,5 M€ en 2022 et 2023 contre 800 k€ en 2018. Les axes majeurs en matière de recherche sont le soutien à la différenciation avec des AAP dédiés et le soutien à l'international avec une boîte à outils assez fournie mais une exécution des programmes assez faible ces deux dernières années sur ce dernier axe, liée en partie à la crise sanitaire, et également au temps d'appropriation de ces nouveaux dispositifs par les collègues. A noter que certains dispositifs ne sont pas complètement mobilisés tous les ans. Pour limiter la sous-exécution du budget sur les mobilités notamment, l'option discutée en CR est de réduire certaines lignes budgétaires peu utilisées les années précédentes tout en permettant un certain rééquilibrage entre les dispositifs d'une année sur l'autre grâce à la porosité des budgets sur l'enveloppe recherche, de façon à pouvoir répondre aux demandes lorsqu'un programme est particulièrement mobilisé. Cette stratégie vise une prédiction plus précise de l'exécution du budget et l'optimisation des lignes budgétaires de l'enveloppe recherche.

Parmi les grands projets structurants, figurent l'EUR InterMédicus et le programme de chaires partenariales.

Les dotations des laboratoires ont été augmentées très faiblement. Dans un contexte d'augmentation des coûts de fonctionnement, la CR opérera des ajustements afin de permettre aux laboratoires d'y faire face.

(cf. annexes 3).

Les orientations budgétaires 2023 ont recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la Commission des finances le 30 septembre dernier.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Blanke demande des précisions sur la ventilation de l'enveloppe des moyens alloués à la formation pour 2023.

En ce qui concerne les heures complémentaires, le VP CA indique que l'enveloppe globale de 42 000 heures a été reconduite en 2023 et la répartition entre les composantes et les services de formation a été adaptée à la consommation constatée sur l'année précédente par ces composantes ou services.

De la même façon, les crédits de fonctionnement ont été répartis en fonction de la consommation constatée, ajustée en fonction des ressources propres qu'une composante ou un service a pu obtenir via des PIA ou des ressources issues de l'alternance.

Aux heures complémentaires et crédits de fonctionnement, s'ajoutent le budget de la masse salariale et le fonds d'innovation pédagogique doté de 200 k€ qui est à disposition de l'ensemble des formations et qui permet de financer un certain d'actions spécifiques.

Madame Blanke fait part d'une inquiétude exprimée au sein de l'Institut universitaire de technologie (IUT) liée à la mise en place de la réforme du bachelier universitaire de technologie (BUT) qui implique la création d'une troisième année de formation qui n'existait pas jusqu'à présent. Le questionnement se porte sur la possibilité de procéder à des recrutements sur ressources propres en attente d'une réponse ministérielle sur l'attribution de postes supplémentaires.

Le VP CA indique que les ressources propres issues de l'alternance ne peuvent financer des recrutements pérennes, ces ressources étant fluctuantes d'une année sur l'autre. Le soutien à la mise en place des BUT est une priorité de l'établissement, des moyens y sont affectés et la démarche auprès du Ministère est en cours pour l'obtention de crédits supplémentaires en soutien à l'IUT d'Avignon.

Monsieur Guillaume Marrel, Doyen de l'UFR Droit, économie, gestion (DEG), s'interroge sur la possibilité d'opérer des recrutements contractuels à l'année sur la base des ressources propres que les composantes produisent par le biais de l'alternance.

Prenant la parole, Monsieur Mathieu Boussat, Directeur des ressources humaines, confirme la faisabilité. Néanmoins, il convient au préalable d'identifier avec précision les ressources propres qui viendront financer des postes. Par ailleurs, un poste imputé sur des ressources propres doit couvrir l'intégralité des charges en coûts complets.

Pour compléter, le Président indique que les composantes qui procéderaient à de tels recrutements à l'année devront certifier les ressources sur les douze mois du contrat. Il sera également nécessaire de s'assurer qu'il ne s'agit pas de réaliser des activités redondantes avec un niveau de compétence et de qualité moindre que si ces recrutements étaient réalisés en central. Si une composante dispose d'un volume de ressources propres significatif et peut attester de la garantie de la ressource en coûts complets, il n'y a pas d'objection de fond.

Le VP CA précise qu'il convient au préalable de bien identifier le besoin. En ce qui concerne l'IUT d'Avignon, il est question de trouver des enseignants et des enseignants-chercheurs (EC) pour mettre en œuvre la réforme des BUT. Ces recrutements répondent à un besoin pérenne et ne peuvent être assis sur des ressources propres qui peuvent fluctuer d'une année sur l'autre.

Madame Christine Dransart, Directrice de l'IUT, précise que les revenus relatifs aux contrats d'alternance à l'IUT sont relativement constants depuis de nombreuses années.

Le Président en convient mais la difficulté vient de la nécessité de fournir un acte d'engagement formel pour la construction du budget. L'établissement a obtenu un poste auprès du Ministère pour l'IUT et a financé un poste en propre. Le dialogue se poursuit avec le Ministère qui reconnaît la situation particulière de l'IUT d'Avignon.

Peut-être que la réflexion devrait se porter à l'échelle de la communauté universitaire dans son entier, en questionnant l'offre de formation de l'établissement de manière globale. La note d'orientations stratégiques élaborée dans le cadre de la future accréditation et de la future contractualisation traduit la nécessité de repenser notre modèle économique et d'opérer des changements en profondeur. Il faut se saisir de la future accréditation pour opérer la transformation de notre offre de formation. Avignon Université n'est pas une grande université, elle doit se concentrer sur ce qu'elle fait de mieux et qui ne se fait pas ailleurs : sa stratégie de différenciation, les cursus d'excellence, la professionnalisation. L'offre de formation en licence doit être questionnée à la lumière des taux de réussite et d'insertion professionnelle. Il faut prioriser sur la réussite en licence, sur la professionnalisation notamment en cycles courts de type licences professionnelles, et sur les masters alignés sur la stratégie de différenciation de l'établissement.

En complément, le DRH indique que si les effectifs étudiants sont stables, les effectifs enseignants augmentent de manière pluriannuelle : 217 EC en 2017, 220 EC en 2020 et 224 EC en 2021. De même chez les enseignants du 2nd degré (fonctionnaires) : 45 en 2017, 50 en 2020 et 53 en 2021. Les effectifs enseignants contractuels se portent à 110 en 2020 et 2021 contre 98 en 2017. Le potentiel enseignant est sanctuarisé, des moyens nouveaux sont injectés de manière régulière.

Monsieur Jean-Pierre Costa précise qu'il serait opportun de regarder en parallèle de ce potentiel enseignant le volume des décharges qui sont attribuées.

Monsieur Boussat indique que les décharges traduisent une politique propre à chaque université. Le volume de décharges au sein de l'établissement est identique à celui d'Aix-Marseille Université (AMU).

Le Président confirme que la réflexion doit être globale. 5 M€ de masse salariale ont été apportés à l'établissement sans que cela n'augmente la réussite étudiante, l'insertion professionnelle, l'attractivité en master, la capacité à porter de nouveaux projets. La politique de décharges doit aussi être questionnée : ne vaudrait-il mieux pas 20 à 30 responsables très engagés qui dévouent une partie de leur carrière aux tâches pédagogiques et qui libèrent les autres collègues qui pourraient se réinvestir en pédagogie et en recherche ? Il y a également des décharges qui relèvent d'une politique incitative notamment pour les collègues qui portent de grands projets de recherche. Il s'agit de trouver un juste équilibre.

Malgré la progression de tous les travaux en pilotage et en indicateurs, l'action elle-même reste difficile à objectiver en termes de coût et d'apport. Cette année, les contraintes se perçoivent plus durement que les autres années. Il s'agit d'opérer des ajustements fins.

Monsieur Marrel demande des précisions sur le modèle économique de l'établissement en matière de ressources propres issues de l'alternance dans ce contexte d'aléa et de variation de la ressource. Il s'interroge sur les modalités de levées de fonds auprès du CFA et évoque la possibilité de demander au CFA d'opérer des recrutements pour l'université. Ces ressources ne sont pas neutres dans le budget de l'établissement mais quid de leur utilisation par les composantes qui s'engagent dans l'alternance.

Le Président indique qu'une réunion avec le CFA Epure va se tenir très prochainement en présence de l'équipe de direction et des directeurs de composante pour évoquer ce sujet, et notamment les fonds qui n'ont pas été levés auprès du CFA par les formations.

Il est nécessaire de sécuriser en central, d'assurer la traçabilité de l'ensemble des recettes issues de l'alternance, d'opérer systématiquement les levées de fonds et se donner des règles communes pour établir un modèle économique à l'échelle de l'établissement. Si l'enveloppe de ces ressources propres est fluctuante, il suffira de fixer les bornes du plus petit budget légitimement envisageable pour financer du contrat à redistribuer aux principaux contributeurs. Il conviendra de fixer des frais de gestion établissement et de concevoir un système de redistribution au bénéfice des composantes et services contributeurs.

Prenant la parole, Monsieur Morin s'interroge sur la baisse du budget alloué aux actions de solidarité au profit des personnels, 9,3 k€ en 2021 contre 12 k€ en 2020.

Le DRH indique qu'il s'agit du budget consommé dans le cadre de l'action sociale. La DRH met à disposition des agents un catalogue d'aides qui est ajusté assez régulièrement aux besoins des personnels. Par exemple, les demandes de financement de brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA) constituaient il y a quelques années un poste très important. Aujourd'hui, l'action BAFA ne trouve plus son public. Aussi, la DRH réoriente le budget BAFA pour développer une autre aide à budget constant, comme la possibilité de financer le brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centre de loisirs.

Il précise que la gouvernance a toujours validé le budget alloué aux actions de solidarité, il s'agit du consommé disponible pour les personnels qui l'activent mais en aucun cas d'un budget limité sur cette thématique.

A l'issue des échanges, le VP CA soumet les orientations budgétaires 2023 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (deux abstentions)**

4. Ressources humaines : actualisation de la délibération n°CA-2021-009 du 16 février 2021 (ADDITIF) et correctif à la délibération n°CA-2022-071 du 27 juin 2022

Le 16 février 2021, le CA a adopté les critères d'éligibilité et de calcul des primes pour responsabilité de projet de recherche (cf. *délibération n°CA-2021-009*). Ce dispositif permet à des porteurs de projet de recherche de bénéficier d'une décharge horaire calculée sur le montant du contrat concerné.

La CR a souhaité apporter une modification dans le cadre de la coordination de projets de recherche multipartenaires et porter le volume de décharges à 5 heures pour 10 k€ de budget annuel (cf. *annexe point 4*).

La parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet cette modification au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

En application de la précédente délibération, il est proposé au Conseil d'actualiser le volume de seize primes pour responsabilité de projet de recherche au titre de l'année universitaire 2021-2022 (*cf. annexe point 4*).

A défaut d'observation, le VP CA soumet ce correctif au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5. Formation : approbation du projet de convention de coopération pédagogique avec le GRETA Vaucluse (DU CSPA) au titre de l'année universitaire 2022-2023

Ce projet de convention prévoit les modalités de coopération entre l'université et le GRETA Vaucluse dans le cadre du diplôme d'université « Conducteur de systèmes de production automatisés » (DU CSPA) porté par le SFTLV au titre de l'année universitaire 2022-2023 (*cf. annexe point 5*).

Ce projet prévoyant un taux de rémunération horaire supérieur au double du taux horaire équivalent TD (hTD), il doit être soumis à l'approbation préalable du Conseil.

A défaut d'observation, le VP CA soumet ce projet de convention au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6. Recherche :

Le Conseil a adopté le 8 février dernier le projet de convention portant création de la Fondation MIN4CI sous l'égide de la Fondation partenariale UCA (*cf. délibération n°CA-2022-012*) dans le cadre d'un appel à projets sur la thématique des industries culturelles et créatives (ICC) visant à créer une communauté de la connaissance et de l'innovation (KIC).

Le projet porté par l'ensemble des partenaires participant à cette Fondation a été lauréat. Il convient de mettre en place une nouvelle structure autonome dédiée à ce projet.

Il est donc question d'une part d'approuver les statuts de la nouvelle structure de Fondation partenariale destinée à ce projet et d'autre part, à titre transitoire, d'adopter un avenant à la convention adoptée en février dernier pour permettre à la Fondation sous égide de faire la jonction dans l'attente de l'effectivité de la Fondation partenariale.

Le VP CA invite Madame Mariama Cottrant, Responsable du pôle ingénierie de projet de recherche et développement international à la DARI, à apporter toutes précisions.

Il s'agit en effet d'une opération assez formelle afin de prolonger la Fondation sous égide le temps que la Fondation partenariale voit le jour, dans l'attente de l'adoption de ses statuts par la Région et de leur publication au Journal officiel.

(*cf. annexes points 6.1 et 6.2*).

6.1 Approbation de l'avenant n°1 à la convention portant création de la « Fondation MIN4CI sous l'égide de la Fondation partenariale Université Côte d'Azur »

La parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le Président soumet cet avenant au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.2 Approbation des statuts de la « Fondation partenariale MIN4CI »

La parole est donnée aux membres du CA.

Madame Blanke note une certaine dissymétrie entre les logos des universités dans l'entête des statuts. Elle préconise de positionner le logo d'Avignon Université à droite et en format long.

Monsieur Lefèvre fait observer un problème de formalisme sur le document en ce qui concerne la mention de la délibération habilitant le représentant d'Avignon Université à engager l'établissement.

Madame Cottrant prend note de ces observations.

Prenant la parole, le VP CR salue la dynamique autour de ce projet avec les partenaires de l'université. Ce projet de KIC revêt une dimension internationale dont l'établissement espère beaucoup en termes de visibilité.

A l'issue des échanges, le VP CA soumet ces statuts au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7. Relations internationales :

7.1 Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale avec l'Université fédérale de Mato Grosso do Sul (Brésil) pour la période 2022-2027

Cet accord-cadre porte sur le renouvellement de la coopération avec l'Université fédérale de Mato Grosso do Sul au Brésil, université publique pluridisciplinaire située à l'ouest du Brésil. Il prévoit la mise en place d'activités conjointes avec ce partenaire (*cf. annexe 7.1*).

A défaut d'observation, le VP CA soumet cet accord-cadre au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7.2 Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale avec l'Université d'Etat d'Erevan (Arménie) pour la période 2022-2027

Cet accord-cadre porte sur le renouvellement de la coopération avec l'Université d'Etat d'Erevan en Arménie, université publique pluridisciplinaire située dans la capitale de l'Arménie. Comme précédemment, il prévoit la mise en place d'activités conjointes avec ce partenaire (*cf. annexe 7.2*).

A défaut d'observation, le VP CA soumet cet accord-cadre au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7.3 Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale avec l'Université de la Vallée d'Aoste (Italie) pour la période 2022-2027

Cet accord-cadre prévoit de nouvelles modalités de coopération avec l'Université de la Vallée d'Aoste en Italie, université publique italienne située dans la région frontalière franco-italienne. Avignon Université collabore déjà avec ce partenaire dans le cadre d'un accord Erasmus dans le domaine des langues pour la filière des langues étrangères appliquées (LEA). La conclusion de cet accord-cadre permettra aux équipes pédagogiques d'étudier la mise en place d'une convention de double diplôme (*cf. annexe 7.3*).

A défaut d'observation, le VP CA soumet cet accord-cadre au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7.4 Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale avec l'Université de Sawa (Irak) pour la période 2022-2027

Cet accord-cadre acte le lancement d'une nouvelle coopération avec l'Université de Sawa en Irak, jeune université privée irakienne située à Samawa. Cette démarche fait suite à une visite officielle au sein de l'établissement du VP CA de l'Université de Sawa et de Madame Hiba Alawad, Chargée de mission et Docteure en géographie d'Avignon Université. Cet accord-cadre prévoit la mise en place d'activités conjointes avec ce partenaire (*cf. annexe 7.4*).

A défaut d'observation, le VP CA soumet cet accord-cadre au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

8. Approbation du contrat d'autorisation de reproduction par reprographie d'œuvres protégées avec le Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) pour la période 2022-2025

Ce contrat prévoit notamment les modalités de déclaration et de versement des redevances au titre des copies réalisées dans le cadre des activités d'enseignement et de recherche conduites au sein de l'établissement.

A défaut d'observation, le VP CA soumet ce contrat au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

9. Affaires institutionnelles : renouvellement des représentants élus étudiants du Conseil d'administration au sein des commissions et conseils de services communs

Suite à la non-réinscription à l'université de plusieurs membres élus du collège étudiant et à la démission de Madame Lorraine Langard, plusieurs sièges au sein de commissions et conseil de service commun sont devenus vacants.

Un appel à candidatures a été lancé auprès des élus étudiants du CA le 26 septembre dernier.

– Deux représentants à la Commission du fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE)

Deux sièges sont à pourvoir au sein de la Commission FSDIE. Madame Paola Cappeléman et Monsieur Melvin Morin se portent candidats.

– Un représentant à la Commission des finances

Un siège est à pourvoir au sein de la Commission des finances. Monsieur Nathan Andrianjafisoa se porte candidat.

– Un représentant au Conseil du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV)

Un siège est à pourvoir au sein du Conseil de gestion du SFTLV. Monsieur Mathieu Lacourbas se porte candidat.

Le nombre de candidats correspondant au nombre de sièges vacants au sein de ces instances, le VP CA soumet ces candidatures au vote du CA.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

– Un représentant à la Commission chargée des règlements et statuts

Un siège est à pourvoir au sein de cette Commission. Madame Jade Lopez et Monsieur Melvin Morin se portent candidats.

Il est procédé à un vote à bulletin secret (scrutin uninominal à la majorité relative à un tour).

Sur 18 votants, la candidature de Madame Jade Lopez recueille 10 voix, celle de Monsieur Melvin Morin 7 voix (1 abstention).

⇒ **Désignation de Madame Jade Lopez à la majorité**

10 Questions diverses

⇒ **Néant**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h.

Le Président d'Avignon Université

 
Philippe ELLERKAMP